



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le mardi 17 mars 2015 — N° 64**

*Treize heures quarante-cinq*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations à l'organisme Les Fourchettes de l'espoir, qui a obtenu le Prix Inspiration.*
- Le député de Gaspé sur le sujet suivant : *Nomination d'une Gaspésienne à la Soirée des Jutra.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Mission accomplie : 17 dépanneurs asiatiques récompensés.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *Souligner la remise de la Médaille de l'Assemblée nationale à M. Gilles Roy.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner le 25<sup>e</sup> anniversaire du Code de déontologie policière.*
- Le député de Terrebonne sur le sujet suivant : *Les Cobras de Terrebonne impliqués pour la réussite scolaire.*
- La députée de Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 10<sup>e</sup> anniversaire des popotes roulantes.*
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *20<sup>e</sup> édition du Vins et fromages de la Maison des jeunes des Basses-Laurentides.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Souligner le 100<sup>e</sup> anniversaire de naissance de Mme Germaine Gauthier.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Mme Nancy Grant, la productrice matanaise derrière le succès du film Mommy.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

Partie 2

**AFFAIRES DU JOUR**

**AFFAIRES PRIORITAIRES**

**DÉBATS D'URGENCE**

**DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS**

**AUTRES AFFAIRES**

**I. Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 13\*  
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales  
Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**  

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 2) Projet de loi n° 20  
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 27  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

- 4) Projet de loi n° 28  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016  
Présenté par le ministre des Finances le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2015  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Bertrand le **26 février 2015**
- 5) Projet de loi n° 32  
Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application  
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques, le **25 février 2015**
- 6) Projet de loi n° 33  
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires  
Présenté par la ministre de la Justice le **17 février 2015**
- 7) Projet de loi n° 37  
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **19 février 2015**

*Étude détaillée en commission*

- 8) Projet de loi n° 26  
Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics  
Présenté par la ministre de la Justice le 3 décembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 10 février 2015  
Principe adopté le **17 février 2015**, et  
Renvoyé à la Commission des institutions

- 9) Projet de loi n° 34  
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises  
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 18 février 2015  
Principe adopté le **25 février 2015**, et  
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 10) Projet de loi n° 19  
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 12 novembre 2014  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 5 décembre 2014  
Principe adopté le 11 février 2015  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **18 février 2015**
- 11) Projet de loi n° 25  
Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers  
Présenté par le ministre des Transports le 28 novembre 2014  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 18 février 2015  
Principe adopté le 19 février 2015  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement déposé le **26 février 2015**
- 12) Projet de loi n° 30  
Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 5 décembre 2014  
Principe adopté le 10 février 2015  
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **17 février 2015**

*Adoption*

## **II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 13)** Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 14)** Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 15)** Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 16)** Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 17)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 18)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 19)** Projet de loi n° 197  
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec  
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 20) Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 21) Projet de loi n° 393  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**
- 22) Projet de loi n° 394  
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 23) Projet de loi n° 395  
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux  
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 24) Projet de loi n° 396  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 25) Projet de loi n° 397  
Loi sur le directeur parlementaire du budget  
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 26) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

**27)** 17 février 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière d'échange de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Turquie, signée à Québec, le 24 juillet 2014, et à Ottawa, le 15 août 2014.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 27 février 2015.

#### **V. Crédits budgétaires**

#### **VI. Débats statutaires**

### **AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

#### **PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

**Mandat réglementaire**

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES](#)

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

**Mandat d'initiative**

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

## COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

### **Mandat confié par une loi**

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

### **Mandat confié par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles.

## COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 34**, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises (mandat confié le 25 février 2015).

–

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 34**, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises (mandat confié le 26 février 2015).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat d'initiative**

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 26**, Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (mandat confié le 17 février 2015).

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle (mandat confié le 24 février 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- Du député de Borduas à la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, sur le sujet suivant : *La politique québécoise d'immigration* (avis donné le 26 février 2015).

### COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 20**, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (mandat confié le 10 février 2015).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

## **Mandat réglementaire**

### Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

## **COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

## **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

## **Mandat réglementaire**

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

**QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 43) M. Roy (Bonaventure) – **17 mars 2015**  
Au président du Conseil du trésor

Dans un article du *Journal de Montréal* publié le 29 décembre 2014 et intitulé « Le bordel informatique prendra-t-il fin en 2015? », le président du Conseil du trésor déclarait, en réaction au gaspillage et aux dépassements de coûts constatés dans le projet SAGIR : « J'ai demandé qu'un audit soit fait sur les contrats en cours dans le projet. Ça va donner lieu à un rapport et à des recommandations que je m'attends à recevoir très bientôt. »

- Le président du Conseil du trésor a-t-il reçu le rapport dont il est question? Et, si oui, à quelle date?
- Peut-il le déposer à l'Assemblée nationale?

- 44) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **17 mars 2015**  
Au premier ministre

Nous demandons au premier ministre de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;
3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

45) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **17 mars 2015**  
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous demandons à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant la ministre des Relations internationales et de la Francophonie;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

46) Mme Hivon (Joliette) – **17 mars 2015**  
À la ministre de la Culture et des Communications

Nous demandons à la ministre de la Culture et des Communications de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant la ministre de la Culture et des Communications;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de la Culture et des Communications;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

47) M. Gaudreault (Jonquière) – **17 mars 2015**  
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques

Nous demandons au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

48) **M. Bérubé (Matane-Matapédia) – 17 mars 2015**  
 À la ministre de la Sécurité publique

Nous demandons à la ministre de la Sécurité publique de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant la ministre de la Sécurité publique;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de la Sécurité publique;
3. Le programme complet de la mission pour la ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par la ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet de la ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

49) M. LeBel (Rimouski) – **17 mars 2015**  
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 28 janvier dernier, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a prépublié un règlement apportant plusieurs changements à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

Le projet de règlement prévoit une diminution importante de la prestation que reçoit un bénéficiaire qui séjourne dans un centre d'intervention en dépendance offrant une thérapie avec hébergement.

Les économies que souhaite faire le MESS par ces changements entraîneront inévitablement une augmentation des coûts au sein d'autres ministères, et auront pour graves conséquences des coupes de services pour tous les bénéficiaires de l'aide sociale qui souhaitent entreprendre une démarche pour vaincre une dépendance.

- Est-ce que le MESS a, préalablement à la publication de ce projet de règlement, réalisé une analyse des impacts de cette décision? Si oui, nous souhaiterions l'obtenir; sinon, merci de nous en informer.
- Quels seront les impacts de cette décision à court, à moyen et à long termes sur les bénéficiaires, mais aussi sur les organismes et les autres ministères (dont Santé et Sécurité publique) qui devront absorber les coûts de l'augmentation des hospitalisations et de la judiciarisation de ces personnes?

50) M. LeBel (Rimouski) – **17 mars 2015**  
À la ministre responsable des Aînés

Après quinze ans d'expérimentation, les Initiatives de Travail de Milieu auprès des Aînés Vulnérables (ITMAV) se positionnent aujourd'hui comme une approche efficace permettant de rejoindre les aînés qui demeurent en marge de la société et des ressources publiques et privées mises à leur disposition. Les ITMAV ont d'ailleurs été reconnues dans la politique Vieillir et vivre ensemble

(mai 2012) comme étant un modèle d'initiative communautaire à promouvoir et à développer, favorisant ainsi le « bien vieillir chez soi ».

Par la politique Vieillir et vivre ensemble, le gouvernement libéral de l'époque mettait sur pied le Programme de développement d'initiatives de travail de milieu auprès des aînés vulnérables. Il devait représenter des investissements additionnels cumulés de près de 18 millions de dollars pour permettre, entre autres, l'embauche de travailleurs de milieu dans des organismes reconnus par leur communauté.

Est-il possible d'obtenir la ventilation annuelle des « investissements additionnels cumulés » consacrés aux ITMAV depuis le lancement de la politique Vieillir et vivre ensemble, en mai 2012?

Par ailleurs, est-il possible de savoir si le gouvernement prévoit continuer de soutenir financièrement les ITMAV pour l'année budgétaire 2015-2016 et, si oui, à quelle hauteur?

51) M. Péladeau (Saint-Jérôme) – **17 mars 2015**  
Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Nous demandons au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

52) Mme Ouellet (Vachon) – **17 mars 2015**

Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Nous demandons au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime de nous fournir les renseignements suivants par rapport à sa mission de mars 2015 en France:

1. La liste des personnes accompagnant le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime;
2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Transports;
3. Le programme complet de la mission pour le ministre;
4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;
5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);
6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;
7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

- 53) M. Caire (La Peltrie) – **17 mars 2015**  
Au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Selon le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice clos le 30 avril 2014, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a contrevenu à la loi 100, Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette.

L'UQAM a octroyé à 85 cadres des sommes forfaitaires de 352 767 \$ en sus du montant maximal des échelles de traitement prévu par la loi. Le ministère avait alors annoncé à l'UQAM qu'elle devait se conformer à la loi sous peine de s'exposer à une diminution de sa subvention.

Or, l'UQAM a toujours nié avoir contrevenu à la loi malgré l'avertissement du ministère. Est-ce que le ministre de l'Éducation a entrepris des démarches afin de reprendre les sommes versées en trop par l'UQAM?

- 54) M. LeBel (Rimouski) – **17 mars 2015**  
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 5 mars dernier, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le prolongement, jusqu'au 31 mars 2016, de l'entente administrative avec la Ville de Montréal sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales, dans le cadre des alliances pour la solidarité.

Est-ce que le ministre peut nous expliquer pourquoi il a choisi de conclure une entente pour un an seulement?

L'entente avec les régions vient à échéance le 31 mars 2015. Or, le fait d'avoir tardé à renouveler l'entente avec la Ville de Montréal a entraîné de l'inquiétude et plusieurs problèmes au sein des organismes communautaires.

Pour éviter que les organismes des régions vivent eux aussi cette insécurité financière, le ministre peut-il confirmer que l'entente sera signée comme prévu, et ce, dans les plus brefs délais?

Est-ce qu'il s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans les versements des sommes aux organismes, afin de ne pas mettre en péril leur capacité à donner des services?

Plusieurs alliances pour la solidarité ont été signées avec les conférences régionales des élus (CRÉ). Or, si le projet de loi 28 était adopté par les parlementaires dans sa forme actuelle, les CRÉ seraient abolies.

Est-ce que le ministre peut nous dire qui prendrait le relais des CRÉ en ce qui concerne ces ententes?

55) Mme Maltais (Taschereau) – **17 mars 2015**  
Au premier ministre

À la suite du dévoilement de documents de l'UPAC visant le cabinet de l'ex-ministre Nathalie Normandeau, le 16 avril 2014, nous avons appris l'existence d'une double comptabilité au Parti libéral : le 127<sup>e</sup> comté.

- Quand le premier ministre a-t-il pris connaissance de l'existence de ce 127<sup>e</sup> comté?
- Quels gestes précis a-t-il faits pour mettre fin à cette double comptabilité après avoir pris connaissance de son existence?
- Pendant combien d'années ce 127<sup>e</sup> comté a-t-il existé? Existe-t-il toujours?
- Depuis sa création, quelle somme d'argent a été amassée et inscrite dans les livres du Parti libéral grâce à ce 127<sup>e</sup> comté?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

**Projets de loi publics au nom des députés**

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa)** Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec – *ministre des Finances*.
- bb)** Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale – *député de Verchères*.
- cc)** Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition – *député de Deux-Montagnes*.
- dd)** Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social – *députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques*.